



Lausanne, le 16 mai 2017

**Communiqué de presse**

## **Appliquer la LAT dans le respect du développement durable**

### **Vert'libéraux, PLR et UDC soutiennent la révision du Plan directeur cantonal**

La Commission du Grand Conseil chargée de l'examen de la 4ème révision du Plan directeur cantonal a rendu publics les résultats de son travail le 11 mai dernier. Ensemble, les vert'libéraux, le PLR et l'UDC soutiennent le projet présenté par la conseillère d'État Jacqueline de Quattro. Ce nouveau Plan directeur cantonal négocié avec les communes permettra au canton de Vaud de sortir du moratoire imposé par la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT). Les vert'libéraux, le PLR et l'UDC contesteront l'approche dogmatique que le bloc de gauche et d'extrême-gauche propose dans l'examen de ce dossier.

Pour sortir du moratoire imposé par la LAT, les vert'libéraux, le PLR et l'UDC veulent mettre en œuvre sans tarder la 4ème révision du Plan directeur cantonal en fonction de trois critères : le souci de la qualité de vie de la population, le respect des communes et la prise en compte des enjeux économiques et environnementaux. C'est dans cet esprit qu'ils soutiennent le projet élaboré par la conseillère d'État Jacqueline de Quattro. Ce projet permettra d'assurer le développement du canton au cours des quinze prochaines années tout en maîtrisant l'impact de ce développement sur le territoire. D'un commun accord, les vert'libéraux, le PLR et l'UDC proposent également d'affiner encore quelques éléments du projet de manière à ce que le processus de redimensionnement des zones à bâtir exigé par la LAT puisse s'organiser sereinement dans les communes et dans des délais raisonnables.

Les vert'libéraux, le PLR et l'UDC contesteront l'approche dogmatique que le bloc de gauche et d'extrême-gauche propose dans l'examen de ce dossier. Le rapport de minorité qui a été déposé aura pour principale conséquence, en cas d'acceptation, de reporter la sortie du moratoire imposé par la LAT. En exigeant une densification des constructions encore plus élevée que ce qui est prévu dans le projet, le bloc de gauche et d'extrême-gauche remet en cause, de fait, l'accord négocié par l'État et les communes. Cela ne témoigne pas d'un attachement particulier au dialogue avec ces dernières. Le comble est d'ailleurs que ce sont souvent ces mêmes milieux qui exigent au Grand Conseil une densification extrême du bâti et qui contestent ensuite, dans les communes, des projets de construction de logements répondant à cette exigence.

---

#### **Contacts :**

**Claire Richard**, cheffe de groupe PVL au Grand Conseil, 079 485 80 72

**Marc-Olivier Buffat**, chef de groupe PLR au Grand Conseil, 079 252 78 20

**Philippe Jobin**, chef de groupe UDC au Grand Conseil, 078 632 13 89